

les mots "Les diplômes ou les certificats d'études délivrés dans un Etat membre de l'Espace économique européen et à partir du 1<sup>er</sup> juin 2002 en Suisse, sont acceptés s'ils sont accompagnés d'une attestation de conformité telle que définie par l'arrêté du Gouvernement flamand fixant les conditions et la forme de l'attestation de conformité pour les fonctions de recrutement dans l'enseignement en exécution des Directives européennes 89/48/CEE et 92/51/CEE. » sont remplacés par les mots "Des diplômes ou certificats délivrés en dehors de la Belgique sont également acceptés s'ils sont accompagnés d'une attestation de conformité telle que fixée à l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 avril 2009 relatif à la transposition de la Directive européenne 2005/36 pour des fonctions de recrutement dans l'enseignement et pour certaines fonctions dans l'éducation de base".

**Art. 26.** Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> septembre 2006 relatif à la concordance d'office, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 décembre 2008, le point 12° est remplacé par la disposition suivante :

"12° une attestation de conformité pour l'ancienne dénomination, délivrée en exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 avril 2009 relatif à la transposition de la Directive européenne 2005/36 pour des fonctions de recrutement dans l'enseignement et pour certaines fonctions dans l'éducation de base, vaut automatiquement pour la nouvelle dénomination;".

**Art. 27.** L'arrêté du Gouvernement flamand du 15 avril 1997 fixant les conditions et la forme de l'attestation de conformité pour les fonctions de recrutement dans l'enseignement en exécution des Directives européennes 89/48, 92/51 et 2001/19, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 23 avril 2004 et 24 février 2006, est supprimé.

**Art. 28.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,  
F. VANDENBROUCKE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2102

[C - 2009/29310]

**26 MARS 2009. — Décret**

**octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification au décret du 13 juillet 1998*

*portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, est inséré un article 31<sup>ter</sup> libellé comme suit :

« Article 31<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup> Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie des périodes complémentaires à chaque zone pour l'enseignement organisé par la Communauté française, à chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement officiel subventionné et à chaque entité pour l'enseignement libre subventionné selon les modalités suivantes :

1 période par tranche entamée de 350 élèves calculée sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'ensemble des écoles d'une même zone, d'un même pouvoir organisateur ou d'une même entité.

Sauf dans le cas où les missions définies par l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail sont organisées sur une autre base, ces périodes complémentaires sont destinées à l'exercice du mandat de Conseiller en prévention.

Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation de ces périodes et s'il échet, les besoins en formation y afférents.

§ 2 En outre, le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et un pouvoir organisateur ou plusieurs pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, peuvent signer une convention permettant la mise en commun de périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

Le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement en lien avec les directions concernées pour l'enseignement organisé par la Communauté française et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné assurent, pour ce qui les concerne, la coordination des tâches dévolues à la personne désignée pour remplir les missions visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3 Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le comité de concertation de base est informé des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la commission paritaire locale est informée des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement ou des établissements qui la concernent.

Dans l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, les délégations syndicales est (sont) informé(es) des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'(des)établissement(s) qui le(s) concerne(nt).

§ 4 Pour l'enseignement fondamental organisé ou subventionné par la Communauté française, les périodes générées au sein d'une zone, d'une entité, d'un pouvoir organisateur ou d'un groupe de pouvoirs organisateurs peuvent être globalisées, le cas échéant, avec celles générées sur base des articles 4<sup>bis</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative

aux Centres psycho-médico-sociaux, 91bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, 16bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, 39bis et 91bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et confiées à un membre du personnel de l'un de ces niveaux d'enseignement ou d'un Centre PMS au sein d'un des pouvoirs organisateurs concernés par la globalisation des périodes complémentaires.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sauf pour les périodes générées par les établissements d'enseignement de promotion sociale pour lesquels 40 périodes A correspondent à une période, toutes les périodes sont considérées comme équivalentes.

Quelle que soit la fonction occupée par la personne titulaire du mandat de conseiller en prévention, la charge en équivalent temps plein est de 24 périodes. »

**Art. 2.** A l'article 33 § 4 du même décret, les termes « les périodes générées conformément à l'article 31ter, » sont insérés à la suite des termes suivants « des périodes d'adaptation à la langue de l'enseignement visées à l'article 32, § 3, ».

#### CHAPITRE II. — Modification du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

**Art. 3.** Dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est inséré un article 39bis libellé comme suit :

« Article 39bis. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie une période complémentaire à chaque école.

Sauf dans le cas où les missions définies par l'Arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail sont organisées sur une autre base, cette période complémentaire est destinée à l'exercice du mandat de Conseiller en prévention.

Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation de cette ou ces périodes et s'il échet, les besoins en formation y afférents.

§ 2. Les périodes peuvent être globalisées au niveau de la zone, dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur, de plusieurs pouvoirs organisateurs ou de l'entité dans l'enseignement subventionné.

En outre, le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et un pouvoir organisateur ou plusieurs pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, peuvent signer une convention permettant la mise en commun de périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

Le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement en lien avec les directions concernées et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné assurent, pour ce qui les concerne, la coordination des tâches dévolues à la personne désignée pour remplir les missions visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le comité de concertation de base est informé des modalités d'utilisation de la période au sein de l'établissement.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la commission paritaire locale est informée des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement ou des établissements qui la concernent.

Dans l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, les délégations syndicales est (sont) informé(es) des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'(des)établissement(s) qui le(s) concerne(nt).

§ 4. Dans les écoles fondamentales ou maternelles ou primaires annexées à un établissement d'enseignement secondaire spécialisé organisé par la Communauté française, les périodes générées peuvent être globalisées avec celles générées sur base de l'article 91bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et confiées à un membre du personnel enseignant de l'un de ces niveaux d'enseignement.

Pour l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les périodes générées au sein d'une ou plusieurs écoles fondamentales ou maternelles ou primaires spécialisées peuvent être globalisées, le cas échéant, avec celles générées sur base des articles 4bis de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux, 91bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, 31ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, 16bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et 91bis du décret du 3 mars 2004 portant organisation de l'enseignement spécialisé et confiées à un membre du personnel de l'un de ces niveaux d'enseignement ou d'un Centre PMS au sein d'un des pouvoirs organisateurs concernés par la globalisation des périodes complémentaires.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sauf pour les périodes générées par les établissements d'enseignement de promotion sociale pour lesquels 40 périodes A correspondent à une période, toutes les périodes sont considérées comme équivalentes.

Quelle que soit la fonction occupée par la personne titulaire du mandat de Conseiller en prévention, la charge en équivalent temps plein est de 24 périodes. »

**Art. 4.** Dans le même décret est inséré un article 91bis libellé comme suit :

« Article 91bis. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie une période complémentaire à chaque école.

A cette période s'ajoute, le cas échéant, une période par tranche de 210 périodes de pratique professionnelle avec un ajout maximum de 2 périodes.

Sauf dans le cas où les missions définies par l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail sont organisées sur une autre base, ces périodes complémentaires sont destinées à l'exercice du mandat de Conseiller en prévention.

Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation de ces périodes et s'il échet, les besoins en formation y afférents.

§ 2. Les périodes peuvent être globalisées au niveau de la zone, dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur, de plusieurs pouvoirs organisateurs ou de l'entité dans l'enseignement subventionné.

En outre, le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et un pouvoir organisateur ou plusieurs pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, peuvent signer une convention permettant la mise en commun de périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

Le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement en lien avec les directions concernées et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné assurent, pour ce qui les concerne, la coordination des tâches dévolues à la personne désignée pour remplir les missions visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le comité de concertation de base est informé des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la commission paritaire locale est informée des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement ou des établissements qui la concernent.

Dans l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, les délégations syndicales est (sont) informé(es) des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'(des)établissement(s) qui le(s) concerne(nt).

§ 4. Dans les écoles secondaires spécialisées organisées par la Communauté française, les périodes peuvent être globalisées avec celles générées sur la base de l'article 39bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et confiées à un membre du personnel enseignant de l'un de ces niveaux d'enseignement.

Pour l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les périodes générées au sein d'une ou plusieurs école(s) secondaire(s) spécialisée(s) peuvent être globalisées, le cas échéant, avec celles générées sur base des articles 4bis de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux, 91bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, 31ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, 16bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et 39bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et confiées à un membre du personnel de l'un de ces niveaux d'enseignement ou d'un centre CPMS au sein d'un des pouvoirs organisateurs concernés par la globalisation des périodes complémentaires.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sauf pour les périodes générées par les établissements d'enseignement de promotion sociale pour lesquels 40 périodes A correspondent à une période, toutes les périodes sont considérées comme équivalentes.

Quelle que soit la fonction occupée par la personne titulaire du mandat de conseiller en prévention, la charge en équivalent temps plein est de 24 périodes. »

#### CHAPITRE III. — *Modification du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

**Art. 5.** Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, est inséré un article 16bis libellé comme suit :

« Article 16bis. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie des périodes complémentaires sur la base du comptage prévu à l'article 22 sans préjudice de l'article 23 selon les modalités suivantes :

- 1° 1 période par tranche entamée de 400 élèves inscrits dans l'ensemble des années ou groupes d'années visés à l'article 7, alinéa 5, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 10°, 11°, 12°, 15° et à l'article 13, alinéa 2, 1°, 4° et 6°;
- 2° 1 période par tranche entamée de 300 élèves inscrits dans l'ensemble des années ou groupes d'années visés à l'article 7, alinéa 5, 5°, 6°, 8°, 9°, 13°, 14°, 16°, 17°, 19° et à l'article 13, alinéa 2, 2°, 3° et 5°;
- 3° 1 période supplémentaire par tranche entamée de 300 élèves inscrits dans l'ensemble des années ou groupe d'années visés au point 2 pour lesquels est appliqué le coefficient prévu à l'article 21quinquies, § 2 avant de procéder à l'addition de ceux-ci.

Sauf dans le cas où les missions définies par l'Arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail sont organisées sur une autre base, ces périodes complémentaires sont destinées à l'exercice du mandat de Conseiller en prévention.

Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation de ces périodes et s'il échet, les besoins en formation y afférents.

§ 2. Les périodes peuvent être globalisées au niveau de la zone, dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur, de plusieurs pouvoirs organisateurs ou du Centre d'enseignement secondaire dans l'enseignement subventionné.

En outre, le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et un pouvoir organisateur ou plusieurs pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, peuvent signer une convention permettant la mise en commun de périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

Le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement en lien avec les directions concernées et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné assurent, pour ce qui les concerne, la coordination des tâches dévolues à la personne désignée pour remplir les missions visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le comité de concertation de base est informé des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la commission paritaire locale est informée des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement ou des établissements qui la concernent.

Dans l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, les délégations syndicales est (sont) informé(es) des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'(des)établissement(s) qui le(s) concerne(nt).

§ 4. Dans les écoles secondaires, les périodes peuvent être globalisées avec celles générées sur la base de l'article 31ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et confiées à un membre du personnel enseignant de l'un de ces niveaux d'enseignement.

Pour l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les périodes générées au sein d'une ou plusieurs écoles secondaire(s) peuvent être globalisées, le cas échéant, avec celles générées sur base des articles 4bis de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux, 91bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, 31ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, 39bis et 91bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et confiées à un membre du personnel de l'un de ces niveaux d'enseignement ou d'un centre CPMS au sein d'un des pouvoirs organisateurs concernés par la globalisation des périodes complémentaires.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sauf pour les périodes générées par les établissements d'enseignement de promotion sociale pour lesquels 40 périodes A correspondent à une période, toutes les périodes sont considérées comme équivalentes.

Quelle que soit la fonction occupée par la personne titulaire du mandat de Conseiller en prévention, la charge en équivalent temps plein est de 24 périodes. »

**Art. 6.** A l'article 20 § 4 du même décret, modifié par les décrets du 21 décembre 1992, du 22 décembre 1994, du 2 avril 1996, du 25 juillet 1996, complété par le décret du 24 juillet 1997 et du 14 juin 2001, modifié par le décret du 19 juillet 2001 et complété par le décret du 4 mai 2005, modifié par le décret du 12 décembre 2008, les termes « des articles 16 et 21§ 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1992 » sont remplacés par les termes suivants « des articles 16, 16bis et 21§ 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1992 ».

#### CHAPITRE IV. — Modification du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale

**Art. 7.** Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, il est inséré un article 91bis libellé comme suit :

« Article 91bis. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 87 et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie un supplément de dotation de périodes à la dotation-école selon les modalités suivantes :

- 1° 40 périodes A par tranche entamée de 150.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en une implantation;
- 2° 40 périodes A par tranche de 147.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en deux implantations;
- 3° 40 périodes A par tranche de 144.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en trois implantations;
- 4° 40 périodes A par tranche de 140.000 périodes-élèves pour un établissement organisé en quatre implantations ou plus.

Sauf dans le cas où les missions définies par l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail sont organisées sur une autre base, ces périodes complémentaires sont destinées à l'exercice du mandat de Conseiller en prévention.

Le Gouvernement, pour les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs, pour les établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation de ces périodes et s'il échet, les besoins en formation y afférents.

§ 2. Les périodes peuvent être globalisées au niveau de la zone de gestion des emplois, dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur ou de plusieurs pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné.

En outre, le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et un pouvoir organisateur ou plusieurs pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, peuvent signer une convention permettant la mise en commun de périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

Le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement en lien avec les directions concernées et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs pour les établissements d'enseignement de promotion sociale subventionnés assurent, pour ce qui les concerne, la coordination des tâches dévolues à la personne désignée pour remplir les missions visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. Dans les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés par la Communauté française, le comité de concertation de base est informé des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l'établissement d'enseignement de promotion sociale.

Dans les établissements d'enseignement de promotion sociale officiels subventionnés, la commission paritaire locale est informée des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein de l' (des) établissement(s) d'enseignement de promotion sociale qui la concernent.

Dans l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, les délégations syndicales est (sont) informé(s) des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein du ou des établissements d'enseignement de promotion sociale qui le(s) concerne(nt).

§ 4. Pour les établissements d'enseignement de promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française, les périodes générées au sein d'un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement de promotion sociale peuvent être globalisées, le cas échéant, avec celles générées sur base des articles 4bis de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux, 91bis; 31ter du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement; 39bis et 91bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, 16bis du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et confiées à un membre du personnel de l'un de ces niveaux d'enseignement ou d'un centre PMS, au sein d'un des pouvoirs organisateurs concernés par la globalisation des périodes complémentaires.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sauf pour les périodes générées par les établissements d'enseignement de promotion sociale pour lesquels 40 périodes A correspondent à une période, toutes les périodes sont considérées comme équivalentes.

Quelle que soit la fonction occupée par la personne titulaire du mandat de Conseiller en prévention, la charge en équivalent temps plein est de 24 périodes. »

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 8.** Dans la loi du 1<sup>er</sup> avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, est inséré un article *4bis* libellé comme suit :

« Article *4bis*. § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement octroie une période complémentaire par centre organisé ou subventionné par la Communauté française.

Sauf dans le cas où les missions définies par l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail sont organisées sur une autre base, cette période complémentaire est destinée à l'exercice du mandat de Conseiller en prévention.

Le Gouvernement, pour les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs, pour les centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation de cette ou ces périodes et s'il échet, les besoins en formation y afférents.

§ 2. Les périodes peuvent être globalisées au niveau de la zone de gestion des emplois, dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur, de plusieurs pouvoirs organisateurs ou du Centre d'enseignement secondaire dans l'enseignement subventionné.

En outre, le chef d'établissement ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et un pouvoir organisateur ou plusieurs pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, peuvent signer une convention permettant la mise en commun de périodes visées au § 1<sup>er</sup>.

Le directeur du centre psycho-médico-social pour les Centres PMS organisés par la Communauté française ou, le cas échéant, un représentant du Gouvernement en lien avec les directions concernées et chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs pour les centres psycho-médico-sociaux subventionnés assurent, pour ce qui les concerne, la coordination des tâches dévolues à la personne désignée pour remplir les missions visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. Dans les centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française, le comité de concertation de base est informé des modalités d'utilisation de la période au sein du centre psycho-médico-social.

Dans les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, la commission paritaire locale est informée des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein du ou des centres psycho-médico-sociaux qui la concernent.

Dans les centres psycho-médico-sociaux de l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, les délégations syndicales est (sont) informé(es) des modalités d'utilisation de la ou des périodes au sein du ou des centres psycho-médico-sociaux qui le(s) concerne(nt).

§ 4. Pour les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française, les périodes générées au sein d'un ou plusieurs centre(s) psycho-médico-social peuvent être globalisées, le cas échéant, avec celles générées sur base des articles *91bis* du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, *16bis* du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, *31ter* du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, *39bis* et *91bis* du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé et confiées à un membre du personnel de l'un de ces niveaux d'enseignement ou d'un Centre CPMS, au sein d'un des pouvoirs organisateurs concernés par la globalisation des périodes complémentaires.

Pour l'application de l'alinéa précédent, sauf pour les périodes générées par les établissements d'enseignement de promotion sociale pour lesquels 40 périodes A correspondent à une période, toutes les périodes sont considérées comme équivalentes.

Quelle que soit la fonction occupée par la personne titulaire du mandat de Conseiller en prévention, la charge en équivalent temps plein est de 24 périodes. »

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2008-2009*

*Documents du Parlement*. — Projet de décret, n° 668-1. — Rapport, n° 668-2

*Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du 24 mars 2009.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2102

[C — 2009/29310]

**26 MAART 2009. — Decreet  
tot toekenning van bijkomende middelen aan schoolinrichtingen voor de preventieadviseur (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 13 juli 1998  
betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

**Artikel 1.** In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt een artikel 31ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31ter. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering aanvullende lestijden toe aan elke zone voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, aan elke inrichtende macht voor het officieel gesubsidieerd onderwijs en aan elke entiteit voor het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de volgende nadere regels :

1 lestijd per begonnen schijf van 350 leerlingen, berekend op basis van het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 15 januari van het vorige schooljaar in het geheel van de scholen van dezelfde zone, van eenzelfde inrichtende macht of van eenzelfde entiteit.

Behalve in het geval waar de opdrachten bepaald bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, op een andere basis georganiseerd worden, worden de aanvullende lestijden bestemd voor de uitoefening van het mandaat van Preventieadviseur.

De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen de nadere regels voor het gebruik van deze lestijden en, in voorkomend geval, de behoeften aan opleiding daaromtrent.

§ 2. Bovendien kunnen het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en een inrichtende macht of verschillende inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, een overeenkomst afsluiten waarbij de lestijden bedoeld in § 1 gemeenschappelijk worden gemaakt.

Het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering in verband met de betrokken directies voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, zorgen, voor wat ze betreft, voor de coördinatie van de taken toegewezen aan de persoon aangesteld om de opdrachten bedoeld in § 1, tweede lid te vervullen.

§ 3. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het basisoverlegcomité ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichting.

In het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt de plaatselijke paritaire commissie ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichting of inrichtingen die haar betreft (betreffen).

In het vrij gesubsidieerd onderwijs wordt (worden) de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke hieraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegaties ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichting(en) die haar/ze betreft (betreffen).

§ 4. Voor het basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de lestijden die gecreëerd worden binnen een zone, een entiteit, een inrichtende macht of een groep van inrichtende machten, geglobaliseerd worden, in voorkomend geval, met deze gecreëerd op basis van de artikelen 4bis van de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, 91bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, 16bis van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, 39bis en 91bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en toevertrouwd worden aan een personeelslid van één van deze onderwijsniveaus of van een PMS-centrum binnen één van de inrichtende machten betrokken bij de globalisering van de aanvullende lestijden.

Voor de toepassing van het vorige lid, behalve voor de lestijden die gecreëerd worden door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie waarvoor 40 lestijden A met één lestijd overeenstemmen, worden alle lestijden beschouwd als equivalent te zijn.

Ongeacht het ambt bekleed door de persoon die titularis is van het mandaat van preventieadviseur, bedraagt de opdrachtlast in voltijds equivalent 24 lestijden. »

**Art. 2.** In artikel 33, § 4, van hetzelfde decreet, worden de woorden "de lestijden die gecreëerd worden overeenkomstig artikel 31ter," ingevoegd na de woorden "van de lestijden voor aanpassing aan de taal van het onderwijs bedoeld in artikel 32, § 3,".

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 3 maart 2004  
houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

**Art. 3.** In het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 39bis. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering elke school een aanvullende lestijd toe.

Behalve in het geval waar de opdrachten bepaald bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, op een andere basis georganiseerd worden, worden deze aanvullende lestijden bestemd voor de uitoefening van het mandaat van Preventieadviseur.

De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen de nadere regels voor het gebruik van deze lestijd(en) en, in voorkomend geval, de behoeften aan opleiding daaromtrent.

§ 2. De lestijden kunnen geglobaliseerd worden op het gebied van de zone, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de inrichtende macht, van verschillende inrichtende machten of de entiteit in het gesubsidieerd onderwijs.

Bovendien kunnen het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en een inrichtende macht of verschillende inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, een overeenkomst afsluiten waarbij de lestijden bedoeld in § 1 gemeenschappelijk worden gemaakt.

Het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering in verband met de betrokken directies en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, zorgen, ieder wat hen betreft, voor de coördinatie van de taken toegewezen aan de persoon aangesteld om de opdrachten bedoeld in § 1, tweede lid te vervullen.

§ 3. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het basisoverlegcomité ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd binnen de inrichting.

In het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt de plaatselijke paritaire commissie ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichting of inrichtingen die haar betreffen.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs wordt (worden) de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke hieraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegaties ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd (en) binnen de inrichting(en) die hem/ze betreft (betreffen).

§ 4. In de basis- of kleuter- of lagere scholen gebonden aan een inrichting voor gespecialiseerd secundair onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap kunnen de gecreëerde lestijden geglobaliseerd worden met deze gecreëerd op basis van artikel 91*bis* van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en toegewezen worden aan een lid van het onderwijzend personeel van één van deze onderwijsniveaus.

Voor het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de lestijden die gecreëerd worden binnen één of meer basis-, of kleuter-, of lagere gespecialiseerde scholen geglobaliseerd worden, in voorkomend geval, met deze gecreëerd op basis van de artikelen 4*bis* van de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, 91*bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, 31*ter* van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, 16*bis* van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en 91*bis* van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en toegewezen worden aan een personeelslid van één van deze onderwijsniveaus of van een PMS-centrum binnen één van de inrichtende machten betrokken bij de globalisering van de aanvullende lestijden.

Voor de toepassing van het vorige lid, behalve voor de lestijden die gecreëerd worden door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie waarvoor 40 lestijden A met een lestijd overeenstemmen, worden alle lestijden beschouwd als equivalent te zijn.

Ongeacht het ambt bekleed door de persoon die titularis is van het mandaat van preventieadviseur bedraagt de opdrachtlast in voltijds equivalent 24 lestijden. »

**Art. 4.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 91*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91*bis*. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering elke school een aanvullende lestijd toe.

Wordt, in voorkomend geval, aan deze lestijd een lestijd per schijf van 210 lestijden beroepspraktijk toegevoegd, met een toevoeging van hoogstens 2 lestijden.

Behalve in het geval waar de opdrachten bepaald bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, op een andere basis georganiseerd worden, worden deze aanvullende lestijden bestemd voor de uitoefening van het mandaat van Preventieadviseur.

De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen de nadere regels voor het gebruik van deze lestijden en, in voorkomend geval, de behoeften aan opleiding daaromtrent.

§ 2. De lestijden kunnen geglobaliseerd worden op het gebied van de zone, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de inrichtende macht, van verschillende inrichtende machten of de entiteit in het gesubsidieerd onderwijs.

Bovendien kunnen het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en een inrichtende macht of verschillende inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, een overeenkomst afsluiten waarbij de lestijden bedoeld in § 1 gemeenschappelijk worden gemaakt.

Het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering in verband met de betrokken directies en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, zorgen, ieder wat ze betreft, voor de coördinatie van de taken toegewezen aan de persoon aangesteld om de opdrachten bedoeld in § 1, tweede lid te vervullen.

§ 3. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het basisoverlegcomité ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd (en) binnen de inrichting.

In het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt de plaatselijke paritaire commissie ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichting of inrichtingen die haar betreffen.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs wordt (worden) de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke hieraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegaties ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd (en) binnen de inrichting(en) die hem/ze betreft (betreffen).

§ 4. In de gespecialiseerde secundaire scholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap kunnen de lestijden geglobaliseerd worden met deze gecreëerd op basis van artikel 39*bis* van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en toegewezen worden aan een lid van het onderwijzend personeel van één van deze onderwijsniveaus.

Voor het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de lestijden die gecreëerd worden binnen één of meer gespecialiseerde secundaire scholen geglobaliseerd worden, in voorkomend geval, met deze die gecreëerd worden op basis van de artikelen 4bis van de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, 91bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, 31ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, 16bis van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en 39bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en toegewezen worden aan een personeelslid van één van deze onderwijsniveaus of van een PMS-centrum binnen één van de inrichtende machten betrokken bij de globalisering van de aanvullende lestijden.

Voor de toepassing van het vorige lid, behalve voor de lestijden die gecreëerd worden door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie waarvoor 40 lestijden A met een lestijd overeenstemmen, worden alle lestijden beschouwd als equivalent te zijn.

Ongeacht het ambt bekleed door de persoon die titularis is van het mandaat van preventieadviseur, bedraagt de opdrachtlast in voltijds equivalent 24 lestijden. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

**Art. 5.** In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16bis. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering aanvullende lestijden toe op basis van de telling bedoeld in artikel 22 onverminderd artikel 23, volgens de nadere regels :

- 1° 1 lestijd per begonnen schijf van 400 leerlingen ingeschreven in het geheel van de jaren of groepen jaren bedoeld in artikel 7, vijfde lid, 1°, 2°, 3°, 4°, 7°, 10°, 11°, 12°, 15° en in artikel 13, tweede lid, 1°, 4° en 6°;
- 2° 1 lestijd per begonnen schijf van 300 leerlingen ingeschreven in het geheel van de jaren of groepen jaren bedoeld in artikel 7, vijfde lid, 5°, 6°, 8°, 9°, 13°, 14°, 16°, 17°, 19° en in artikel 13, tweede lid, 2°, 3° en 5°;
- 3° 1 aanvullende lestijd per begonnen schijf van 300 leerlingen ingeschreven in het geheel van de jaren of groepen jaren bedoeld in punt 2 waarvoor de coëfficiënt bedoeld in artikel 21quinquies, § 2 toegepast wordt alvorens tot de optelling ervan over te gaan.

Behalve in het geval waar de opdrachten bepaald bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, op een andere basis georganiseerd worden, worden deze aanvullende lestijden bestemd voor de uitoefening van het mandaat van Preventieadviseur.

De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen de nadere regels voor het gebruik van deze lestijden en, in voorkomend geval, de behoeften aan opleiding daaromtrent.

§ 2. De lestijden kunnen geglobaliseerd worden op het gebied van de zone, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de inrichtende macht, van verschillende inrichtende machten of van het Centrum voor secundair onderwijs in het gesubsidieerd onderwijs.

Bovendien kunnen het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en een inrichtende macht of verschillende inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, een overeenkomst afsluiten waarbij de lestijden bedoeld in § 1 gemeenschappelijk worden gemaakt.

Het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering in verband met de betrokken directies en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, zorgen, ieder wat hen betreft, voor de coördinatie van de taken toegewezen aan de persoon aangesteld om de opdrachten bedoeld in § 1, tweede lid te vervullen.

§ 3. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het basisoverlegcomité ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd (en) binnen de inrichting.

In het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt de plaatselijke paritaire commissie ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichting of inrichtingen die haar betreffen.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs wordt (worden) de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke hieraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegaties ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd (en) binnen de inrichting(en) die hem/ze betreft (betreffen).

§ 4. In de secundaire scholen kunnen de lestijden geglobaliseerd worden met deze die gecreëerd worden op basis van artikel 31ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving en toegewezen worden aan een lid van het onderwijzend personeel van één van deze onderwijsniveaus.

Voor het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de lestijden die gecreëerd worden binnen één of meer secundaire scholen, geglobaliseerd worden, in voorkomend geval, met deze die gecreëerd worden op basis van de artikelen 4bis van de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, 91bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, 31ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, 39bis en 91bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en toegewezen worden aan een personeelslid van één van deze onderwijsniveaus of van een PMS-centrum binnen één van de inrichtende machten betrokken bij de globalisering van de aanvullende lestijden.

Voor de toepassing van het vorige lid, behalve voor de lestijden die gecreëerd worden door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie waarvoor 40 lestijden A met een lestijd overeenstemmen, worden alle lestijden beschouwd als equivalent te zijn.

Ongeacht het ambt bekleed door de persoon die titularis is van het mandaat van preventieadviseur, bedraagt de opdrachtlast in voltijds equivalent 24 lestijden. »

**Art. 6.** In artikel 20, § 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1992, 22 december 1994, 2 april 1996, 25 juli 1996, aangevuld met het decreet van 24 juli 1997 en 14 juni 2001, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2001 en aangevuld met het decreet van 4 mei 2005, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2008, worden de woorden « de artikelen 16 en 21, § 1 van het decreet van 29 juli 1992 » vervangen door de woorden « de artikelen 16, 16bis en 21, § 1 van het decreet van 29 juli 1992 ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 7.** In het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt een artikel 91bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91bis. § 1. Onverminderd artikel 87 en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering een supplement van lestijndotaties toe aan de schooldotatie, volgens de volgende nadere regels :

- 1° 40 lestijden A per begonnen schijf van 150.000 lestijden-leerling voor een inrichting georganiseerd in een vestigingsplaats;
- 2° 40 lestijden A per schijf van 147.000 lestijden-leerling voor een inrichting georganiseerd in twee vestigingsplaatsen;
- 3° 40 lestijden A per schijf van 144.000 lestijden-leerling voor een inrichting georganiseerd in drie vestigingsplaatsen;
- 4° 40 lestijden A per schijf van 140.000 lestijden-leerling voor een inrichting georganiseerd in vier of meer vestigingsplaatsen.

Behalve in het geval waar de opdrachten bepaald bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, op een andere basis georganiseerd worden, worden deze aanvullende lestijden bestemd voor de uitoefening van het mandaat van Preventieadviseur.

De Regering, voor de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten, voor de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen de nadere regels voor het gebruik van deze lestijden en, in voorkomend geval, de behoeften aan opleiding daaromtrent.

§ 2. De lestijden kunnen geglobaliseerd worden op het gebied van de beheerszone van de betrekkingen, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de inrichtende macht of van verschillende inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs.

Bovendien kunnen het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en een inrichtende macht of verschillende inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, een overeenkomst afsluiten waarbij de lestijden bedoeld in § 1 gemeenschappelijk worden gemaakt.

Het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering in verband met de betrokken directies en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor de gesubsidieerde inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie, zorgen, ieder wat ze betreft, voor de coördinatie van de taken toegewezen aan de persoon aangesteld om de opdrachten bedoeld in § 1, tweede lid te vervullen.

§ 3. In de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het basisoverlegcomité ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd (en) binnen de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie.

In de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie wordt de plaatselijke paritaire commissie ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichting(en) voor onderwijs voor sociale promotie die haar betreffen.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs wordt (worden) de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke hieraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegaties ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie die hem/ze betreft (betreffen).

§ 4. In de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de lestijden die gecreëerd worden binnen één of meer inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie geglobaliseerd worden, in voorkomend geval, met deze die gecreëerd worden op basis van de artikelen 4bis van de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, 91bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie; 31ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving; 39bis en 91bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, 16bis van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en toegewezen worden aan een personeelslid van één van deze onderwijsniveaus of van een PMS-centrum binnen één van de inrichtende machten betrokken bij de globalisering van de aanvullende lestijden.

Voor de toepassing van het vorige lid, behalve voor de lestijden die gecreëerd worden door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie waarvoor 40 lestijden A met een lestijd overeenstemmen, worden alle lestijden beschouwd als equivalent te zijn.

Ongeacht het ambt bekleed door de persoon die titularis is van het mandaat van preventieadviseur, bedraagt de opdrachtlast in voltijds equivalent 24 lestijden. »

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 8.** In de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 4bis. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering een aanvullende lestijd per centrum toe dat georganiseerd of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap.

Behalve in het geval waar de opdrachten bepaald bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, op een andere basis georganiseerd worden, wordt deze aanvullende lestijd bestemd voor de uitoefening van het mandaat van Preventieadviseur.

De Regering, voor de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten, voor de psycho-medisch-sociale centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen de nadere regels voor het gebruik van deze lestijd(en) en, in voorkomend geval, de behoeften aan opleiding daaromtrent.

§ 2. De lestijden kunnen geglobaliseerd worden op het gebied van de beheerszone van de betrekkingen, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van de inrichtende macht, van verschillende inrichtende machten of van het Centrum voor secundair onderwijs in het gesubsidieerd onderwijs.

Bovendien kunnen het inrichtingshoofd of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en een inrichtende macht of verschillende inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs, een overeenkomst afsluiten waarbij de lestijden bedoeld in § 1 gemeenschappelijk worden gemaakt.

De directeur van het psycho-medisch-sociale centrum voor de PMS-centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap of, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger van de Regering in verband met de betrokken directies en elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten voor de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, zorgen, ieder wat ze betreft, voor de coördinatie van de taken toegewezen aan de persoon aangesteld om de opdrachten bedoeld in § 1, tweede lid te vervullen.

§ 3. In de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het basisoverlegcomité ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd binnen het psycho-medisch-sociale centrum.

In de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra wordt de plaatselijke paritaire commissie ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen het of de psycho-medisch-sociale centrum (centra) die haar betreffen.

In de psycho-medisch-sociale centra van het vrij gesubsidieerd onderwijs wordt (worden) de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, het Comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke hieraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke hieraan, de vakbondsdelegaties ingelicht over de nadere regels voor het gebruik van de lestijd(en) binnen het of de psycho-medisch-sociale centrum (centra) die hem/ze betreft (betreffen).

§ 4. In de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kunnen de lestijden die gecreëerd worden binnen één of meer psycho-medisch-sociale centra, geglobaliseerd worden, in voorkomend geval, met deze die gecreëerd worden op basis van de artikelen 91bis van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, 16bis van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, 31ter van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, 39bis en 91bis van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, en toegewezen worden aan een personeelslid van één van deze onderwijsniveaus of van een PMS-centrum binnen één van de inrichtende machten betrokken bij de globalisering van de aanvullende lestijden.

Voor de toepassing van het vorige lid, behalve voor de lestijden die gecreëerd worden door de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie waarvoor 40 lestijden A met een lestijd overeenstemmen, worden alle lestijden beschouwd als equivalent te zijn.

Ongeacht het ambt bekleed door de persoon die titularis is van het mandaat van preventieadviseur, bedraagt de opdrachtlast in voltijds equivalent 24 lestijden. »

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President,  
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—————  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009*

*Stukken van het Parlement.* — Voorstel van decreet, nr. 668-1. — Verslag nr. 668-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 24 maart 2009.